

EN FINIR AVEC LES IUFM



I Article du *Monde*, par Fabrice Barthélémy et Antoine Calagué

II Lettre de Gérard Gonfroy, ex-président de la Conférence des Directeurs d'IUFM, à Monsieur le Directeur du Journal *Le Monde*

III Réponse de Pedro Cordoba, président de l'association *Reconstruire l'Ecole*, à la lettre de Gérard Gonfroy

I Article du *Monde* du 3 septembre 2002 ***En finir avec les IUFM,*** **par Fabrice Barthélémy et Antoine Calagué**

Depuis dix ans, la formation initiale des professeurs est dispensée dans des établissements dits "IUFM" (instituts universitaires de formation des maîtres).

On pourrait résumer

Le bilan de cette expérience dans un consternant triptyque : l'IUFM est inefficace, inutile et parasitaire.

▪ Inefficace : cette opinion est largement répandue dans le corps enseignant. Les IUFM entendent regrouper dans une même structure (les anciennes Ecoles normales d'instituteurs) tous les enseignants, de l'école primaire jusqu'au chargé de cours à la faculté, au mépris des spécificités de chaque niveau.

Le volume horaire consacré à la formation, pour ce qui concerne les professeurs du secondaire, n'a pour justification que de compléter le nombre d'heures imposé à un fonctionnaire stagiaire (qui n'effectue qu'environ 6 heures d'enseignement en établissement). Ces heures creuses du fonctionnaire sont, il faut bien le dire, remplies assez artificiellement par des enseignements assurés soit par des intervenants extérieurs peu concernés, soit par des professeurs souvent ravis d'échapper à un auditoire plus agité, après plusieurs années de bons et loyaux services. Le contenu est donc très pauvre. Les débats (peu animés) portent par exemple sur des questions aussi essentielles que la couleur du stylo utilisé pour la correction des copies ou - tous les stagiaires ont connu cela - la façon de faire son premier cours, cet enseignement étant dispensé deux semaines après la rentrée des classes.

L'IUFM n'ouvre ses portes qu'en septembre, alors qu'il serait évidemment souhaitable de recevoir une formation dans les semaines précédant la rentrée. Ainsi, son flot jargonnant n'arrive à son plus haut débit que lorsque les jeunes professeurs sont déjà en situation de responsabilité.

La plupart des heures sont consacrées au "retour d'expérience", sorte de discussion à mi-chemin entre la séance de thérapie psychosociologique collective et les débats fréquemment pratiqués dans les débits de boissons. L'ennui est la caractéristique principale de ces réunions ; puisqu'il faut bien meubler, les pauses-café sont innombrables.

Quant aux cours de psychologie, sociologie et philosophie de l'éducation, ils n'ont qu'un rapport lointain avec les disciplines universitaires du même nom. Leur faillite est double : ils sont à la fois dépourvus de tout intérêt et de toute application pratique pour de jeunes professionnels au début de leur carrière, ce qui n'aurait guère d'importance s'ils n'étaient de plus très loin du niveau intellectuel qu'on serait en droit d'attendre d'un institut "universitaire".

S'il est vrai que "les enfants changent à partir de 13 ans", que "le "13 heures" de TF1 est à regarder avec discernement" ou que Guernica est un tableau "éminemment politique", tout cela n'est pas vraiment nouveau. Prendre les jeunes professeurs, lauréats de concours difficiles au sortir d'une formation universitaire de qualité, pour des adolescents incapables d'entendre un discours adulte et d'écouter un cours digne de ce nom augure mal leur responsabilisation et la confiance qu'on place en eux. L'excellence indéniable de certains formateurs attachés à transmettre les clés et les enjeux de leurs disciplines est ainsi diluée dans une masse de médiocrité qui décourage les plus enthousiastes.

▪ Inutile : jusque dans les années 1990, les futurs professeurs étaient contrôlés et suivis dans l'établissement où ils effectuaient leur stage, un professeur expérimenté les prenant en charge. C'était le système du tutorat, le stagiaire allant dans la classe du tuteur, et vice versa. La formation de proximité, par l'exemple, a aussi ses vertus. Cela pouvait sembler insuffisant, mais cela marchait. Or ces structures fonctionnent toujours, mais sont formellement sous l'autorité de l'IUFM. Dans la pratique, les liens avec l'IUFM sont faibles, et

beaucoup de tuteurs disent le mal qu'ils en pensent. Toujours dans la pratique, c'est là, dans l'établissement et avec le tuteur, que les stagiaires trouvent les réponses à leurs problèmes immédiats. Le tuteur est au plus près, il peut aider au moment où se pose la difficulté, et selon les besoins du jeune professeur. L'équipe pédagogique et les personnels de l'établissement conseillent, aident, soutiennent le stagiaire concrètement.

Le tutorat est essentiel et efficace : pourtant il est dévalorisé par l'appétit des IUFM, qui doivent s'auto-justifier en accaparant toujours plus l'emploi du temps des stagiaires, les soumettant à des exercices futiles et infantilisants.

▪ Parasitaire : l'IUFM doit assurer son pouvoir. Il use de tous les moyens pour se développer et s'imposer. Il s'incruste dès la licence, en distribuant généreusement les bonifications à ceux qui suivront ses cours. Ensuite, il fait régner un régime de terreur sur ses stagiaires en punissant l'absentéisme et en brandissant, en tant qu'employeur, la sempiternelle menace de la retenue sur salaire.

Monde orwellien où les mots employés travestissent la réalité qu'ils sont censés décrire, l'IUFM assure en réalité la paix sociale en ses murs grâce à son pouvoir de sanction et de validation sur les jeunes professeurs. Ils ne sont plus évalués par le corps indépendant de l'inspection mais, dans leur grande majorité (professeurs certifiés), "visités" par leurs formateurs et astreints à rédiger un "mémoire professionnel" qu'ils soutiendront à la fin de l'année scolaire. Jugés en fin de compte davantage sur leur assiduité et leur capacité à reproduire dans cet écrit dérisoire le discours qui leur a été inculqué que sur leurs qualités effectives d'enseignant, face à leurs élèves, les stagiaires sont contraints au silence. Et l'IUFM peut poursuivre sereinement, malgré quelques éclats épars de colère froide, son entreprise accablante.

Finalement, les cours qui y sont dispensés sont souvent dogmatiques, jargonnants (qui n'a pas entendu parler du "triangle didactique" ?) et d'une exigence extrêmement faible. Quels professeurs voulons-nous? Des gens formatés, capables de "meubler" professionnellement leurs cours, ou bien des individualités fortes et responsables, maîtrisant leurs disciplines et capables d'assumer leur mission ? L'IUFM n'est pas la réponse appropriée à la massification de l'enseignement, car il nivelle par le bas. L'exigence doit redevenir la règle. Ce ne sera possible qu'en dehors d'une institution viciée qui neutralise la bonne volonté et les compétences de nombreux formateurs, prisonniers de ce système sclérosant.

Ce n'était pas le chemin suivi par le ministère Lang, puisqu'il était question dans un avenir proche, sans débat ni discussion, de renforcer très sensiblement les prérogatives des IUFM et d'allonger la durée de formation, voire à terme de mettre en place une "filière IUFM" qui formerait de A à Z, et délivrerait un mastère (bac + 5). Le pire est pour bientôt si l'on ne se décide pas à agir.

L'IUFM est une institution structurellement inadaptée, dont l'enseignement est notoirement insuffisant, mais dotée d'un pouvoir de nuisance propre à imposer aux jeunes professeurs une docile conformité. L'ennui, la désresponsabilisation et la démotivation y sont distillés. Le tout coûte des sommes considérables et constitue le laboratoire d'un naufrage éducatif généralisé. Ce texte, fruit de notre expérience, dégagé de toute préoccupation partisane ou syndicale, sera sans doute lu avec approbation par beaucoup de nos collègues et compagnons d'infortune, résignés ou décidés à éviter d'éventuelles représailles. Puisse-t-il surtout être lu et compris par nos nouveaux ministres et les décider à en finir avec les IUFM.

Fabrice Barthélémy et Antoine Calagué sont agrégés d'histoire et enseignent en lycée et en collège.

II Lettre de Gérard Gonfroy, ex-président de la Conférence des Directeurs d'IUFM à Monsieur le Directeur du Journal *Le Monde*

Monsieur le Directeur,

J'ai pris connaissance avec beaucoup d'intérêt des "points de vue" que vous avez consacrés à l'école et, plus particulièrement, à la formation des maîtres, dans votre édition datée du mardi 3 septembre.

Vous me permettez cependant de vous faire part de la stupéfaction - le mot est faible - ressentie par la communauté des IUFM et par tous ceux qui contribuent à la formation des enseignants devant le papier intitulé "En finir avec les IUFM" et signé par deux professeurs agrégés d'histoire. Le Monde maîtrise suffisamment bien les codes de la presse pour mesurer l'effet que produirait le parallélisme formel entre la contribution de l'ancien directeur de l'INRP, Ph. Meirieu, chercheur mondialement connu, actuel directeur de l'IUFM de Lyon et celle de deux ex-stagiaires, qui ne représentent qu'eux-mêmes. Nous sommes bien proches de la manipulation de l'opinion et très éloignés de la déontologie du métier de journaliste, surtout si l'on sait que Ph. Meirieu ignorait que sa contribution, située sur un tout autre plan, figurerait en vis-à-vis du brûlot susmentionné. Il est vrai, fort

heureusement, que le caractère outrancier des propos émis par MM. Barthélémy et Calagué discrédite leurs auteurs et laisse mai augurer, chez eux, du sens des responsabilités qui incombe à tout fonctionnaire de l'éducation nationale, surtout quand il a en charge, comme c'est le cas pour ces professeurs, renseignement de l'éducation civique. Paradoxalement, le seul mérite de ce tissu de banalités et de contre-vérités est de poser clairement le problème de l'inadéquation de l'agrégation en tant que concours de recrutement du second degré : voilà, en effet, des lauréats d'un concours extrêmement difficile, attestant d'un très haut niveau de connaissances disciplinaires, qui n'ont guère compris quelles étaient les exigences du métier d'enseignant de lycée et collègue aujourd'hui.

Car la querelle entre les tenants du savoir et les tenants du pédagogisme est d'une rare stupidité: chacun conviendra que, vu l'accélération de la production des connaissances, un haut niveau scientifique sera une condition de plus en plus nécessaire, mais en rien suffisante, pour faire face à la complexité des tâches qui caractérisent l'enseignement du second degré. Il est frappant de constater que, lorsque les concours de recrutement impliquent un minimum de réflexion sur l'exercice réel du métier (c'est le cas du professorat des écoles, du professorat d'EPS et, généralement, des professorats de l'enseignement technique et professionnel), les professeurs stagiaires de ces cursus éprouvent moins de difficultés lors de leurs stages en responsabilité. Les évolutions que devraient connaître plusieurs CAPES, en particulier pour l'épreuve dite "sur dossier", ne peuvent qu'aller en ce sens. Telle est, du moins, la direction proposée par le Haut Comité de Suivi des Concours.

Les "arguments" présentés par MM. Barthélémy et Calagué n'apportent rien de nouveau; il ne visent d'ailleurs qu'un quart environ de l'activité des IUFM, ignorant superbement la première année de préparation aux concours de recrutement, ainsi que le cursus du premier degré. Seul leur caractère outrancier et caricatural retient l'attention, et l'on y chercherait vainement une quelconque proposition alternative.

Est-ce dire pour autant que les IUFM répondent parfaitement aux objectifs et aux missions que la loi leur assigne ? Certes, pas. D'abord parce que ces institutions, encore très jeunes, sont évidemment perfectibles ; pourtant, le chemin parcouru depuis leur création, en 1990, est loin d'être négligeable, comme le rapport transversal du Comité National d'Évaluation, publié l'hiver dernier, fa bien montré (comité qu'on ne saurait suspecter d'une bienveillance aprioristique, puisque aucun de ces

membres n'est en fonction dans un IUFM). Encore faudrait-il que l'on cesse de considérer que tout problème de société trouvera miraculeusement sa solution, pour peu que l'on introduise le module ad hoc dans la formation dispensée en IUFM. Encore faudrait-il que l'on permette aux IUFM et à leurs formateurs de mettre en oeuvre avec la sérénité nécessaire les nouveaux plans de formation, qui renforcent, en seconde année, le rôle de l'alternance entre les stages et la formation et qui devraient être mieux vécus par les usagers. La seconde année d'UFM, durant laquelle un étudiant devient un fonctionnaire du service public, voit, pour beaucoup de jeunes professeurs, se briser l'image idéalisée du métier d'enseignant au contact du réel ; il est donc aisé de comprendre que cette seconde année ne peut pas ne pas s'accompagner de difficultés, voire de souffrances. C'est d'ailleurs pourquoi les enquêtes de satisfaction réalisées quelques années après la sortie de formation corrigent souvent la perception immédiate des professeurs stagiaires. C'est aussi pourquoi il était indispensable que l'entrée dans le métier se fasse le plus progressivement possible.

Mais que peuvent penser, à la lecture de ces colonnes où l'agression le dispute au mépris, les milliers d'enseignants de tous ordres (enseignants-chercheurs, corps d'inspection, enseignants du second degré, maîtres-formateurs, formateurs associés, conseillers pédagogiques) qui se dévouent sans compter pour assurer dans de bonnes conditions la relève de 40 % du corps enseignant d'ici à la fin de cette décennie ? Cette publication, avec l'éclat que vous avez choisi de lui donner, ne peut leur apparaître, à l'heure où les IUFM ont à faire face à un accroissement considérable de leurs charges d'enseignement, que comme l'expression d'un courant destructeur, encore une fois peu digne de ce que l'on attend d'un quotidien de la réputation du vôtre.

L'émotion suscitée, vous l'imaginez, est considérable : j'ose espérer que vous saurez en prendre la mesure et que vous publierez, dans les semaines qui viennent, des contributions qui, moins attractives en matière de marketing rédactionnel, poseront cependant les véritables problèmes auxquels va se trouver confrontée la formation des enseignants dans les années qui viennent.

Je ne puis que vous répéter, Monsieur le Directeur, combien sont grandes, au sein de la communauté éducative, l'amertume et la colère suscitées par cette publication inconsiderée.

III Réponse de Pedro Cordoba à la lettre de Gérard Gonfroy

Monsieur le Directeur et cher collègue,

J'ai pris connaissance, avec un certain retard et beaucoup d'amusement, de la lettre que vous avez adressée, avant votre éviction de la Présidence de la CDIUFM, à Monsieur le Directeur du journal *Le Monde* et qui a été publiée sur le site des *Cahiers pédagogiques*.

Ainsi donc lorsque ce quotidien, qui avait adopté jusqu'ici un point de vue unilatéralement favorable aux IUFM, se permet de laisser, pour une fois, la parole à leurs victimes, vous ressentez "stupéfaction", "amertume" et "colère". J'en suis fort aise et vous demande de ne pas me compter de façon "inconsidérée" parmi "tous" ces "membres de la communal éducative" qui, à vous en croire, partageraient votre avis. Bien au contraire, je suis persuadé que l'immense majorité des universitaires qui "participent à la formation des enseignants" souscrivent entièrement le point de vue exprimé par MM. Barthélémy et Calagué. Et que ce dernier reflète très exactement l'opinion des stagiaires, telle que j'ai eu maintes fois l'occasion de l'entendre de la bouche même de mes anciens étudiants lorsque, après avoir réussi le concours, ils se trouvent prisonniers de l'univers kafkaïen de ces paillotes de la pédagogie dont vous avez présidé, jusqu'au 12 septembre, la Conférence des Directeurs.

Vous criez au scandale parce que *Le Monde* ose mettre face à face Monsieur Philippe Meirieu, "chercheur mondialement connu" et deux "ex-stagiaires" qui "ne représentent qu'eux-mêmes". J'ai lu un grand nombre de publications de l'ancien directeur de l'INRP, récemment nommé directeur de l'IUFM de Lyon malgré le vote négatif de ses collègues. Je n'y ai trouvé qu'un tissu d'âneries. Et je trouve fort réconfortant que de jeunes agrégés refusent de participer à la symphonie mondiale des braiments en quoi consistent les prétendues "sciences de l'éducation".

Vous avez cependant raison sur un point : les griefs exprimés par ces deux collègues - dont, si je comprends bien, vous regrettez qu'ils soient professeurs - sont en effet d'une grande "banalité". Rien d'original dans leurs propos : ils recourent d'innombrables prises de position analogues dont vous me permettez de citer celles d'un très grand savant récemment disparu et d'un homme politique assez connu, situés aux deux bouts du large spectre qui va de l'extrême-gauche humaniste à la droite civilisée. Dès 1991, Laurent Schwartz lançait cet avertissement prophétique (ou simplement lucide) : "Si le développement des IUFM se poursuit

comme il a commencé, il mènera l'enseignement secondaire à un désastre sans précédent dans son histoire". Quant à François Fillon, alors ministre de l'enseignement supérieur, il dénonçait le 17 juin 1993 des "structures pernicieuses, aux mains de médiocres ou d'illuminés". Décidément, loin de ne représenter qu'eux-mêmes, les deux ex-stagiaires que vous brocardez sont plutôt, et depuis fort longtemps, en vaste compagnie... Les plaintes dont leur article fait la synthèse se répètent d'année en année dans l'ensemble des IUFM et, enfermés dans leur bulle d'autosatisfaction, les responsables de la pseudo-formation qu'on y délivre se contentent de faire la sourde oreille. Que, tout d'un coup, on ne puisse plus faire semblant de les ignorer constitue, en cette affaire, la seule nouveauté. Et que *Le Monde* ait pris l'initiative de rendre publique l'exaspération des stagiaires est tout à son honneur. Le mur de silence soigneusement édifié par les IUFM pour occulter leur incompétence et leur gabegie est en train de se lézarder. C'est une bonne chose. Car les IUFM sont les établissements les plus opaques de tout le système éducatif et c'est sous ce "voile d'ignorance" d'un nouveau type, tissé par l'intimidation et le chantage, qu'ils ont pu, depuis leur création, dilapider l'argent public dans une entreprise, heureusement peu réussie, de décervelage systématique des futurs professeurs. En toute impunité jusqu'ici. On commence à entendre enfin, au banc des galériens, la révolte qui gronde. Cela vous fait peur et nous sommes très nombreux, croyez-moi, à nous en féliciter.

Vous reprochez aux deux auteurs incriminés de ne pas parler de "l'année de préparation au concours". La chose se comprend aisément en tant qu'agrégés, ils n'ont pas eu à subir l'effarante bêtise de la "formation-IUFM" jusqu'à arriver en année de stage. Us ont été secoués, on le serait à moins. Mais de cette "première année", parlons-en. Je suis bien placé pour ce faire puisque je me suis occupé, jusqu'à cette rentrée 2002, de la préparation au Capes d'Espagnol. Si cette année de préparation - dont vous vous attribuez indûment le mérite - fonctionne assez bien, c'est justement parce que les IUFM n'ont pratiquement rien à y faire. Vous le savez aussi bien que moi : toujours incapables, après plus de dix ans d'existence, de remplir la mission qu'ils ont voulu s'attribuer par pur appétit de pouvoir, les IUFM se contentent de sous-traiter à l'Université les cours que l'incompétence de leurs enseignants leur empêche d'assurer. Et ils se limitent à intervenir dans le cadre de "l'oral professionnalisé" dont vous souhaitez le renforcement. Vous savez sans doute que les Capes de langues, victimes du despotisme de Claude Allègre et de l'OPA des IUFM sur les concours, ont été

réformés en ce sens et que ce " nouveau dispositif " s'applique cette année dans les langues autres que l'anglais. C'est ce qui m'a amené à refuser de continuer à assurer plus longtemps les cours de préparation au Capes. Non seulement parce que je désapprouve cette orientation, mais parce que je considère qu'il y va de mon honneur personnel et de celui de l'Université tout entière. Le cours que j'aurais dû assurer - sur l'Inquisition en Espagne entre 1478 et 1561 - impliquait que je consacrasse tout mon été à le préparer. J'aimerais que vous me citiez, parmi tous les enseignants d'Espagnol qui peuplent les IUFM de France et d'Outre-Mer, le nom d'un seul collègue capable de se charger d'un tel cours. Or d'après les nouveaux coefficients; il " vaudrait "... DOUZE fois moins (!) que le carnaval d'inepties, toujours identiques à elles-mêmes et n'exigeant donc aucun effort de préparation, débitées par les enseignants de l'IUFM dans le cadre de la préparation à " l'oral professionnel ". Je refuse d'être payé par un établissement qui méprise à ce point mon travail. Il y a dans tout hispaniste un hidalgo qui sommeille. Celui qui dormait en moi n'a pu supporter un affront qu'on aurait, en des temps où les mœurs étaient plus rudes et donneur plus chatouilleux, dû laver dans le sang.

Est-ce ainsi qu'on préservera ce " haut niveau scientifique " qui est, d'après vos propres termes, " de plus en plus nécessaire " dans la formation des enseignants du second degré ? Et quand arrêterez-vous de confondre, comme un mauvais élève de mathématiques en collège, le nécessaire et le suffisant ? Qu'il ne suffise pas de maîtriser la discipline un " haut niveau scientifique ", comme vous dites, expression qui déclenche l'hilarité chez tout universitaire connaissant, à son grand dam, le niveau déplorable des nouvelles fournées de licenciés, incapables, pour beaucoup d'entre eux, de distinguer un pronom d'un adverbe ou de comprendre le sens littéral d'une page écrite en un français un peu plus soutenu que celui qu'on parle à Loft Story. C'est seulement ensuite, une fois remplie cette condition nécessaire, qu'il faut se poser la question de la formation pratique des enseignants. Car il est vrai que le savoir ne suffit pas lorsqu'il s'agit d'en transmettre à des élèves les rudiments. Il y a tout un art de la pédagogie - la vraie pédagogie - qui suppose, comme tout art, un talent inné et énormément de pratique sur ce métier où il faut constamment remettre son ouvrage. Cela s'acquiert lentement, au contact de maîtres expérimentés, enseignant dans de vraies classes face à de vrais élèves, et non pas en ingurgitant les niaiseries jargonantes que tiennent aux malheureux stagiaires pris en otage de pseudo-formateurs qui n'ont jamais enseigné ou qui ont

trouvé refuge dans les IJFM parce qu'ils étaient incapables de le faire.

Comme tous ceux qui ont intérêt à empêcher un débat, vous le déclarez obsolète. La " querelle entre les tenants du savoir et les tenants du pédagogisme est, dites-vous, d'une rare stupidité ". Ce qui est profondément stupide, c'est de vouloir supprimer le nécessaire au prétexte qu'il n'est pas suffisant. Sachez en tout cas, qu'en ce qui nous concerne, cette polémique ne cessera que le jour où nous vous aurons réduits au silence. Les choses se présentent un peu mieux aujourd'hui, mais beaucoup d'eau doit encore couler sous le pont Mirabeau... qu'on doit enseigner pour être un bon professeur, tout le monde en convient. Mais qu'on ne puisse enseigner ce qu'on ignore relève du simple bon sens, la chose du monde la moins partagée au sein des IUFM. C'est pourquoi les concours doivent d'abord permettre de s'assurer que les futurs professeurs ont un niveau minimal dans la matière qu'ils sont censés enseigner.

Votre position est claire: vous stigmatisez les agrégés parce qu'ils se cabrent face au discours de la bêtise et vous béatifiez les professeurs des écoles, les professeurs d'EPS (en oubliant au passage qu'il y a aussi des agrégés dans leurs rangs) et ceux de l'enseignement technique et professionnel dont vous pensez, à tort, qu'ils sont tous plus malléables. Au nom de quoi ? Les fameuses " exigences du métier d'enseignant de lycées et collèges aujourd'hui " que vous avez vous-même définies et qui consistent à confier aux professeurs la noble mission d'enseigner l'ignorance : l'agrégation est en effet assez mal adaptée à cet objectif et c'est pourquoi elle est, depuis le début, dans la ligne de mire des IUFM. Il est sans doute vrai qu'on rencontre moins de difficultés au cours du stage si on a, par avance, renoncé à enseigner, tout en rédigeant force " mémoires professionnels " sur la " mobilité aquatique " et autres " référentiels bondissants ". Que ce soit là un gage de professionnalité, vous me permettrez d'en douter.

L'argumentaire des IUFM se réduit à un leitmotiv : " il faut adapter le métier d'enseignant aux élèves tels qu'ils sont ". Vous passez sous silence un fait élémentaire : les réalités sociales ne sont pas une donnée *a priori* mais le résultat d'un processus. Je ne nie pas que l'évolution globale de nos sociétés - l'emprise de la télévision ou de la publicité des " marques ", l'individualisation des conduites, le développement des loisirs, les replis identitaires, etc. - contribue à forger les élèves " tels qu'ils sont ". Mais justement : la solution ne consiste pas à transformer l'école en un " lieu de vie ", ouvert à tous ces vents néfastes de la " modernité ". Il faut, au contraire, la " sanctuariser " en ritualisant

fortement son accès. Avez-vous vu que les " jeunes " les plus violents de nos cités s'amuse à saccager des mosquées ou même des églises ? Non. Eh bien, c'est dans ce sens-là qu'il faut transformer les établissements scolaires : en faire des sanctuaires du savoir et non pas des annexes de caves à tournantes, castagnes à répétition et trafics plus ou moins juteux.

Vous oubliez surtout, en mettant constamment en avant les " élèves tels qu'ils sont ", l'énorme responsabilité dont vous êtes les seuls à porter le fardeau. Car si les élèves " tels qu'ils sont " s'avèrent incapables de suivre au collège, au lycée et à l'université, un enseignement digne de ce nom, c'est bien parce qu'ils ont été " rendus tels " par la démolition systématique de l'école primaire à laquelle les Ecoles normales puis les IUFM se livrent depuis vingt-cinq ans. L'école primaire a toujours accueilli tout le monde. Où sont donc les fameux " nouveaux publics ", issus de la " démocratisation " du système éducatif et qui empêcheraient qu'on puisse enseigner à lire, écrire et compter à tous- les élèves de France? Une chose est claire cependant: si on interdit aux maîtres d'école d'enseigner l'orthographe, les élèves ne connaîtront pas l'orthographe ; si on interdit aux maîtres d'école d'enseigner les verbes irréguliers ou les passés simples, les élèves ne connaîtront ni les verbes irréguliers ni les passés simples ; si on interdit aux maîtres d'école d'enseigner des unités plus grandes que le mètre ou la multiplication et la division des nombres décimaux, les élèves ne connaîtront pas les unités plus grandes que le mètre ni la multiplication ou la division des nombres décimaux. Car ce n'est pas en " apprenant à apprendre " qu'ils vont apprendre ces choses-là. Et ils traîneront cet handicap du collège à l'université, ces élèves " tels qu'ils sont " ou, plus exactement, tels que... vous les avez fabriqués avec une obstination digne d'une meilleure cause. Et ce sont évidemment les plus démunis du fait de leur milieu familial qui verront, à chaque palier, s'accroître les difficultés jusqu'à sortir du système éducatif sans aucune qualification ou en possession d'un pseudo-diplôme bon à mettre au cabinet. Après le bac, c'est maintenant le tour des licences, devenues des diplômes de premier cycle que beaucoup d'étudiants, qui n'auraient jamais dû entrer à l'Université, finissent pas décrocher à grands coups de " capitalisations ", de " compensations " et de " validations ". Où pensez-vous vous arrêter ?

C'est bien pourquoi nous sommes de plus en plus nombreux, parmi les professeurs de tous grades et tous niveaux d'enseignement, à réclamer LA MISE HORS LA LOI DES IUFM.

Vous trouverez sans doute que mon texte est, lui aussi, " un brûlot outrancier ". Je n'en ai cure: je dis ce que je pense, sur le ton le mieux adapté à ma propre colère. Il y a de nombreuses questions, très importantes, que je n'ai pu aborder: par exemple les rapports du Comité national d'évaluation, la réforme du concours de professeur des écoles ou la question des masters professionnels. Mais je vous défie de trouver, dans les lignes qui précèdent, une seule " contre-vérité ". Je n'ignore certes pas qu'il y a, au sein des IUFM, des enseignants compétents: ils sont en règle générale marginalisés par " l'Institution " (selon le terme assez grotesque que vous utilisez pour parler de vous-mêmes) et soumis à de multiples brimades : on n'aime guère, dans votre milieu, les " dissidents ". Il y a aussi un grand nombre de " formateurs " et d' "éducateurs " de bonne foi, qui croient oeuvrer au bien des élèves et des futurs professeurs: ils font partie de ces " âmes pieuses " qui foulent en cohorte, sur le chemin de l'enfer, le pavé déjà bien battu des bonnes intentions. Ils me font penser à ces fins esprits, parmi les meilleurs d'une époque, qui, au nom d'un idéal utopique, ont pendant des années, et parfois tout une vie, avalé, au sein des Partis communistes, d'innombrables couleuvres et sacrifié leur intelligence et leur culture à des pratiques qui leur répugnaient intimement. Le réveil est toujours dur, en ces cas, lorsqu'en se regardant au miroir du réel, on est bien forcé de se demander : comment ai-je pu être aussi con ?

Et encore ces hommes et ces femmes qui ont, avec courage, embrassé la cause du communisme avaient-ils l'excuse d'être portés par un immense espoir de justice qui n'avait pas encore subi le verdict de l'histoire. S'obstiner à prôner des niaiseries dont tout le monde peut constater les conséquences qu'elles ont eu sur le système éducatif américain et celles qu'elles ont déjà en France, c'est ajouter la persévérance à l'erreur. On disait autrefois qu'il fallait y voir la main du Diable. Contentons-nous d'y reconnaître cette " bêtise au front de taureau " dont Nietzsche avait compris qu'elle allait dominer notre siècle.

Une question pour finir. Vous avez été vous-même un excellent professeur. Un de mes collègues se souvient avec émotion de vos cours d'ancien français. Comment avez-vous donc pu soutenir le projet de réforme du Capes de Lettres modernes qui prévoyait de supprimer cette discipline dans la maquette du concours ? Est-ce vraiment le modèle du " nouvel enseignant " de français que vous souhaitez: ignorant l'histoire de sa propre langue et incapable de lire la Chanson de Roland, les romans de Chrétien de Troyes ou les poèmes de François Villon? Et à qui destinez vous, dans ces conditions,

votre édition du Dictionnaire critique de l'abbé Féraud ? Très franchement, qu'êtes-vous allé faire dans cette galère ?

Vous vous tromperiez lourdement en imaginant que le point de vue ici exprimé est celui d'un individu " qui ne représente que lui-même ". J'espère que vous aurez bientôt l'occasion de le constater à vos dépens.

En attendant, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur et cher collègue, à mon entier dévouement à la cause de l'Éducation nationale.

Pedro Cordoba.

Ancien élève de l'ENS, agrégé de l'Université Docteur en Études hispaniques, Maître de conférences à l'Université de Reims, Membre des jurys de l'agrégation d'espagnol et du concours d'entrée à l'ENS, Président de l'Association " Reconstruire l'École ", Fils d'ouvrier immigré ayant appris le français à l'école primaire du temps que les instituteurs avaient le droit de l'enseigner.